



College of Europe
Collège d'Europe



Natolin

ETUDES EN **RELATIONS INTERNATIONALES**
ET **DIPLOMATIQUES DE L'UNION EUROPEENNE**

Chaire TOTAL de
Politique étrangère de l'Union européenne



CONFÉRENCE INTERNATIONALE

**Comprendre l'Islam Politique dans les Sociétés
Arabes Méditerranéennes: Défis et Perspectives
pour la Politique Etrangère de l'UE**

24 FÉVRIER 2012

**EU International
Relations and
Diplomacy Studies**

RAPPORT DE LA CONFÉRENCE

Chaire TOTAL de Politique étrangère de l'Union européenne



Comprendre l'Islam Politique dans les Sociétés Arabes Méditerranéennes: Défis et Perspectives pour la Politique Etrangère de l'UE

Conférence Internationale, Collège d'Europe (Bruges)
Chaire TOTAL sur la Politique étrangère de l'UE
Vendredi 24 Février 2012

Le problème majeur auquel fait face l'Union européenne en matière de politique étrangère n'est pas seulement la cohérence, mais également l'efficacité et la capacité à conduire de politiques qui sont pertinentes pour elle et pour ses partenaires. Or, dans la définition de ses actions extérieures, l'UE prend trop systématiquement sa propre trajectoire de développement comme modèle et cela diminue la pertinence de ses actions du point de vue d'acteurs locaux, régionaux et internationaux.

Un changement dans la politique étrangère et la recherche académique est à ce titre nécessaire. Le paradigme doit être modifié afin que l'UE puisse s'adapter à des contextes très différents. Dans ce cadre, la *Chaire TOTAL de Politique étrangère de l'Union européenne*, située au sein du département d'études en relations internationales et diplomatiques de l'Union européenne du Collège d'Europe, a organisé le 24 février 2012 une conférence internationale sur la place de l'Islam politique dans les sociétés arabes méditerranéennes et ses implications pour la politique étrangère de l'Union européenne (voir programme en annexe).

Après les révolutions et les soulèvements arabes, l'UE doit composer avec de nouveaux interlocuteurs, dont certains mouvements et partis qui revendiquent une identité et un programme islamique. Compte tenu de la relative impasse faite à propos de la dimension islamique, tant au sein de l'actuel politique étrangère de l'UE que dans la littérature académique sur cette dernière, cette conférence avait ainsi pour objectif d'améliorer la compréhension de l'Islam en tant que facteur politique, social, économique, identitaire et moral, et ainsi poser les bases d'une approche européenne équilibrée vis-à-vis des sociétés méditerranéennes arabes et de leurs différentes tendances. Le principal défi est de trouver comment mieux intégrer ces nouveaux acteurs dans la conduite de la politique étrangère européenne, en lien avec ce que nous pouvons appeler une approche « externe-interne », c'est-à-dire partant de la zone à laquelle la politique étrangère s'adresse.

Les intervenants de la conférence étaient des spécialistes de l'Islam politique ainsi que des praticiens arabes et européens. La session du matin était dédiée à la présentation des relations entre l'Islam et l'espace politique arabe méditerranéen, notamment en ce qui concerne le rôle de l'identité islamique et les différentes tendances de l'Islam politique. La session de l'après-midi s'est concentrée sur la situation des différents pays arabes méditerranéens et ses implications pour l'UE.

Chaire TOTAL de Politique étrangère de l'Union européenne



Ce rapport dresse un bilan non exhaustif des principaux points débattus lors de la conférence qui s'est tenue à Bruges et fournit un certain nombre de clés de compréhension de la place de la référence Islamique dans le champ politique arabo-méditerranéen.

Pour plus d'informations: www.coleurope.eu/TOTALchair

I. Nature et formes de l'Islam politique

L'un des enjeux majeurs de la conférence a tout d'abord été la définition de termes abondamment utilisés par les médias, tel que 'Islam politique', 'valeurs islamiques', 'Charia', 'islamisme', 'islamiste'. L'émotion qui caractérise de part et d'autre de la Méditerranée toute discussion sur le sujet a tendance à empêcher des discussions précises, au risque d'alimenter des confusions récurrentes au sein des sociétés européennes.

Il est en fait nécessaire de renverser la perspective et de se poser la question des défis auxquels est actuellement confrontée la communauté des musulmans. Cette question est d'importance pour appréhender la complexité de l'Islam et se prémunir contre les analyses d'une partie des médias occidentaux qui, selon un certain nombre d'intervenants, sont souvent erronées. Les discussions sur la place de l'Islam sont par exemple souvent réduites à la question de savoir si la Charia s'appliquera ou non, sans qu'à aucun moment on questionne sa signification dans le contexte du pays.

Le premier point sur lequel un consensus a pu émerger lors de la conférence a d'ailleurs été le constat de la diversité des acteurs et des contextes. Plusieurs intervenants ont insisté sur la prégnance de l'Islam en tant que fait religieux et culturel et sur son lien avec l'identité postcoloniale des sociétés arabes méditerranéennes. Cela implique tout d'abord que le fait religieux ne peut être ignoré, et ensuite qu'il doit être compris. De par son caractère endogène, l'Islam a pu constituer une ressource politique prétendant fermer la parenthèse coloniale. Le retour en grâce du lexique de la culture musulmane est ainsi un phénomène dont le ressort est avant tout identitaire, la capacité de mobilisation de la référence « islamique » tenant davantage à son caractère endogène qu'à son caractère sacré. Il est clairement apparu que les relations au patrimoine religieux évoluent en fonction de la réalité politique dans laquelle elles se trouvent. L'usage de la référence religieuse ne prédétermine pas les modes d'action de ses utilisateurs et ne permet pas de préjuger de leur attitude face à ce que la dynamique de modernisation sociale ou de libéralisation politique a d'universel. Les rapports de forces sociologiques et politiques font varier les interprétations de la norme islamique. Les postures « islamistes » sont affectées en fait par de très profanes variables socio-économiques et politiques. Seul leur étude patiente permet donc de décrypter, dans chaque contexte national ou régional, la nature des transformations en cours.

Chaire TOTAL de Politique étrangère de l'Union européenne



A ce titre, la majorité des intervenants ont insisté sur le fait que, historiquement, la montée de l'Islam radical s'est faite en parallèle au soutien de l'Occident aux régimes militaires et/ou autoritaires dans le monde musulman. L'Islam radical doit donc être relié aux différentes tentatives occidentales d'influencer la politique de pays majoritairement musulmans.

Les postures islamistes sont par ailleurs perméable à d'autres influences et ne sont ainsi pas incompatibles avec des principes démocratiques. Pendant les manifestations sur la place Tahrir au Caire, différents registres de légitimité ont été mélangés, tel que le nationalisme, l'Islam politique et la démocratie libérale. Différents dignitaires religieux ont ainsi pu déclarer la complémentarité de la loi religieuse et de la démocratie. Les raisons de l'usage de ces différents registres sont à trouver dans les différentes étapes de l'histoire égyptienne contemporaine, de la chute du Roi Farouk en 1952 à l'échec du régime politique nationaliste de président Moubarak en 2011.

Différentes interprétations de la Charia, à comprendre comme la législation islamique fondamentale sur laquelle s'édifie le système jurisprudentiel et qui est considéré comme la loi de Dieu et pas celle des hommes, existent : traditionnelle, moderniste, et postmoderniste. Cette diversité fournit un espace pour différentes sources de légitimité. Plusieurs intervenants ont ainsi souligné que l'enjeu se trouve dans l'interprétation des différentes sources de légitimité, et non dans leur caractère intrinsèquement pour ou contre la démocratie. La référence islamique aura nécessairement un rôle important mais elle ne peut certainement pas définir à elle seule le contenu des programmes politiques des partis islamistes.

Dès lors, il s'agit de prendre acte de la 'plasticité' du lexique islamique et les intervenants ont ainsi répété la nécessité d'identifier les propositions politiques concrètes des formations islamistes, en tenant compte de leur possible évolution. C'est uniquement par ce biais que les réelles lignes de fracture peuvent être définies.

II. Les islamistes dans les révolutions arabes : La multitude des situations nationales

Un autre point sur lequel les intervenants se sont accordés est le fait que les islamistes étaient bien présents dans les révolutions. Ils ont agité sur tous les fronts, sans pour autant être en tête du mouvement. Cette particularité démontre une réelle capacité des acteurs à sortir de leurs appartenances primaires sans renoncer à leurs valeurs. Cela témoigne également du travail de destruction systématique par les régimes autoritaires du tissu politique et de l'incontournable phase de constitution ou de reconstitution de celui-ci pendant et après les renversements de régimes.

Ainsi, les islamistes sont là, incontournables, mais leurs mouvements et comportements ne peuvent être interprétés que sur base de leurs réalités politiques et des différentes forces participant à la recomposition du champ politique.

Chaire TOTAL de Politique étrangère de l'Union européenne



a. Tunisie

Le mouvement islamiste tunisien a surtout été marqué par sa répression féroce par le régime de Ben Ali à partir de la fin des années 1980. Des espaces pouvaient exister auparavant, notamment pour des syndicats étudiants relativement actifs dans les universités, mais les arrestations se sont ensuite multipliées et ont rendu ces mouvements largement invisibles jusqu'à la révolution.

En ce sens, Ennahda constitue une rupture importante avec le passé et fédère non seulement autour de la référence islamique mais également autour de sa volonté de rénovation de l'espace politique tunisien et de changer le fond et la forme du gouvernement du pays. Sa direction s'efforce de rassurer ses interlocuteurs européens en affirmant son attachement à l'ensemble des éléments constitutifs de la démocratie libérale. Le seul point de divergence qui est pour l'instant ouvertement assumé par les représentants du parti concerne le principe d'atteinte au sacré sur lequel ils s'expriment de manière beaucoup plus ferme.

Au-delà de ce point, le programme politique d'Ennahda se veut modéré et avant tout concentré sur les enjeux socio-économiques. Il rappelle la nécessité de diversifier l'économie tunisienne, de renforcer ses partenariats avec l'UE et de protéger les libertés individuelles.

b. Egypte

En Egypte, ce qui est décrit comme le bloc islamiste est composé de plusieurs forces différentes, et chacune d'entre elles a un parcours différent.

En ce qui concerne les Frères Musulmans, qui ont obtenu 43% des sièges au Parlement, l'enjeu semble surtout être le lien entre la confrérie et le parti politique, le Parti Justice et Liberté. Le problème pour les Frères Musulmans est de pouvoir marquer une distance entre ces deux éléments. Du fait de la liberté retrouvée, il y a désormais un mélange beaucoup plus important que dans le passé d'activités sociales et politiques et cela pose un problème car, en dépit de ce que ses représentants disent, le parti n'est pas indépendant de la confrérie, alors que dans tous les pays arabes où les partis similaires aux Frères Musulmans l'ont emporté, la distinction est très claire. Dans le passé, la confrérie était fermée aux non-musulmans, et aux femmes non-voilées. Ce type de positions sera vraisemblablement difficile à soutenir dans le futur. Au-delà de ces problèmes de transition, les intervenants se sont accordés sur le fait que les Frères Musulmans ne constituent pas une menace pour les minorités ou les touristes, ce sont des centristes sur l'échiquier politique égyptien.

A côté de cela, on retrouve la « surprise salafiste », avec ces parties qui ont emporté 24% des sièges, alors que ce sont des forces politiques très jeunes, parfois très inexpérimentées car ses membres n'ont souvent jamais fait de politique. Les salafistes ont pris la place que les Frères Musulmans occupaient au moment de leur création, c'est à dire celle d'un parti radical et contestataire. Il ne faut donc pas sous-estimer

Chaire TOTAL de Politique étrangère de l'Union européenne



la compétition entre ces deux groupes et se départir d'une représentation erronée d'un bloc islamique homogène.

On retrouve enfin des petits partis inspirés de l'AKP turc qui ont remporté une dizaine de sièges.

La discussion a également porté sur les enjeux institutionnels et procéduriers. Le système électoral est majoritaire et proportionnel. Cela a permis aux islamistes de faire des scores très importants. Ils ont également pu compter sur une forte implantation dans les quartiers populaires et les bidonvilles, nombreux dans les grandes agglomérations. La conclusion a été qu'il n'y a ainsi pas tant une menace islamiste, mais des défis démocratiques, les vrais problèmes de l'Egypte étant institutionnels, éducatifs, et liés à la place de l'armée vis-à-vis de l'Etat.

c. Maroc

Le cas de figure marocain illustre trois positionnements politiques assez différents des islamistes. Il y a tout d'abord un courant minoritaire, assez peu structuré, mais visible car il défend une tendance extrémiste, de type salafiste. Ensuite, l'organisation *Adl wa Ihsan* (Justice et Charité) représente une tendance radicale mais non violente rassemblant une grande audience et avec forte capacité de mobilisation. La troisième tendance peut être qualifiée « d'Islamisme soft » et est incarné par le Parti de la Justice et du Développement (PJD). Cette troisième tendance, qui ne doit pas être associée à celle des Frères Musulmans en Egypte, a connu une évolution foudroyante depuis 1970, notamment après 1975 et le passage d'une idéologie putschiste à une idéologie participative.

Le PJD a surmonté les développements des derniers mois en refusant de participer au mouvement des printemps arabes tout en soulignant la nécessité de réformes constitutionnelles. La réaction rapide du Roi trois mois seulement après les manifestations demandant une série de réformes semble ainsi avoir empêché l'embrasement.

L'enjeu est désormais de voir si le PJD va pouvoir résister au Palais, qui conserve de très importantes prérogatives. La manière avec laquelle le PJD va pratiquer ce rapport de force, et la mesure dans laquelle il pourra également agir concrètement sur un certain nombre des problèmes structurels du pays, vont être déterminantes. Il sera à cet égard intéressant de voir quels seront les alliés du PJD, à l'intérieur et à l'extérieur. Le succès de l'expérience pourrait être déterminant pour l'avenir et pour la normalisation de la présence des partis islamistes dans le champ politique. Tout échec alimentera la radicalisation d'une partie des forces islamistes.

Certains intervenants ont noté que dans le cas marocain, si l'Islam politique a gagné en audience, il a dans une certaine mesure perdu en substance car son développement est désormais fonction d'un rapport de force avec le pouvoir plus que de positionnement idéologique.

Chaire TOTAL de Politique étrangère de l'Union européenne



d. Algérie

Au moment où des gouvernements occidentaux émettent des doutes quant aux conséquences des printemps arabes, il a été intéressant de revenir sur les circonstances qui ont conduit à l'explosion de la violence, et notamment sur les étapes de la première lutte contre un régime autoritaire dans la région entre 1989 et 1992.

En effet, le « printemps algérien » de 1989 a été marqué par une augmentation des débats publics, souvent télévisés et suivis dans tous les pays du Maghreb, 20 ans avant l'existence d'Al Jazeera et des printemps arabes. Ce n'est qu'à partir de 1992 que l'affrontement sanglant a réellement débuté car la transition avait en fait déjà échoué, notamment pour une raison précise: l'échec d'acteurs civils à gérer et à prendre le dessus sur l'empire institutionnel de l'armée dans un pays où les cooptations par celle-ci se sont multipliées depuis 1962. A la faveur de l'instabilité et de manœuvres politiques, l'armée algérienne achève en fait en 1992 d'asseoir son contrôle organisationnel sur le système algérien car la fenêtre d'opportunité ouverte en 1989 s'est refermée.

Ce cas illustre le fait que le contrôle civil sur l'autorité militaire est déterminant. Autrement, les transitions ne sont pas possibles ou pas achevées. Cet éclairage montre comment le jeu politique national peut créer les conditions d'un affrontement. A cet égard, le problème du radicalisme religieux et de la violence qui peut le caractériser apparaît comme fonction de la violence politique au niveau national.

e. Syrie

Les questions sur la place de l'Islam politique en Syrie ne peuvent se poser qu'au regard de la nature du système politique et de la manière avec laquelle il a façonné la société depuis 40 ans. Celui-ci a entrepris une destruction du sécularisme social, renvoyant implicitement à des appartenances tribales et sécuritaires. Il a ainsi construit une bourgeoisie parallèle pour contrebalancer la bourgeoisie traditionnelle. Ce processus a été camouflé par le régime grâce à un discours laïc et de protection des minorités. Dans ce contexte, les islamistes ne sont qu'une partie d'un mouvement d'opposition qui associe un grand nombre de groupes, à l'intérieur et l'extérieur du pays, et qui peinent à s'unifier.

Les Frères Musulmans syriens occupent une place importante du fait de leur lutte historique contre le régime mais compte tenu de la situation humanitaire sur le terrain, il semble que la question du projet politique des uns et des autres n'est pas forcément la plus urgente, même si chacun des acteurs internationaux essaye d'évaluer ce que pourrait être un gouvernement syrien en cas de chute d'Assad. Des intervenants ont souligné que la préoccupation première des syriens est de faire tomber le régime, celui-ci pratiquant actuellement ce qui a été qualifié de « guerre contre les civils ».

Chaire TOTAL de Politique étrangère de l'Union européenne



III. L'Europe et les enjeux de la coopération avec les nouveaux gouvernements des pays arabes méditerranéens

Les Etats membres de l'UE ont globalement été pris au dépourvu par les développements des printemps arabes. Ils souffrent à l'heure actuelle d'avoir entretenu dans le passé des canaux de communication trop exclusivement centrés sur les élites occidentalisées des pays arabes. Avec l'arrivée de nouvelles élites dans les gouvernements, les diplomaties européennes sont contraintes de rénover leurs modes de dialogue et leurs instruments de coopération. Certains mécanismes et modes de fonctionnement, tant au sein de l'UE que dans les diplomaties nationales, semblent à cet égard avoir perdu de leur pertinence. Il est par ailleurs intéressant de regarder comment des Etats-Membres très impliqués dans la zone, comme l'Espagne et la France, on ajusté leur action.

a. La réaction de l'Union européenne

Malgré un contexte de crise interne en Europe, l'enjeu pour l'UE est de savoir comment accompagner les transitions. Ces événements ont lieu à un moment où l'UE essaie d'être plus cohérente et d'avoir plus d'impact à l'extérieur. La réponse aux printemps arabes résonne donc avec une problématique plus large pour l'UE qui, dans un monde multipolaire, essaie de trouver sa place, de forger son identité, ses valeurs pour prouver qu'elle a un message à porter. Il lui est ainsi nécessaire de savoir quelles politiques et quels outils de mise en place sont les plus pertinents.

Il semble que les révolutions aient changé l'attitude de l'UE envers ses voisins et les intervenants ont insisté sur la nécessité pour les acteurs européens d'avoir l'humilité d'écouter, d'apprendre et de comprendre les différents mouvements sans écarter la possibilité que le résultat de ces mouvements soit différent de ceux que l'UE a connu. Cette dernière doit ainsi être prête à admettre qu'elle s'est trompée sur un certain nombre de positions et demander à ces partenaires ce qu'elle pourrait faire pour les assister.

L'approche de la Politique européenne de voisinage (PEV) inclut par exemple le concept de conditionnalité. Cette approche est souvent mal perçue mais elle a été maintenue lors de la révision de la PEV en mars-juin 2011. Un nombre important d'acteurs européens estime à cet égard que la conditionnalité positive pourrait être un bon outil pour créer des incitations. Au-delà des procédures, un autre enjeu est celui de la position politique de l'UE vis-à-vis du fait religieux dans les sociétés arabes. La prégnance de la référence à l'Islam et le caractère très pieu de larges pans de ces sociétés ne peuvent plus être ignorés dès lors que des partis religieux occupent le centre des échiquiers politiques.

Chaire TOTAL de Politique étrangère de l'Union européenne



b. La réaction des Etats-Membres de l'UE

Jusqu'au printemps arabes, l'Espagne avait toujours été dans le camp des sceptiques avec les autres pays du sud de l'Europe en ce qui concerne le développement de la démocratie dans la monde arabe. Le statu quo en Afrique du Nord était bénéfique pour l'Espagne à court et long terme. La clef de l'action politique espagnole était de maintenir les bonnes relations avec les gouvernements des pays voisins.

Une seconde phase est intervenue avec les soulèvements eux-mêmes. Madrid a voulu rencontrer les élites émergentes très vite après la révolution en Tunisie. Ce revirement illustre la cohérence avec l'attitude légaliste : quand un parti devient légal, il y a une volonté très nette de tisser une relation avec ces nouvelles élites compte tenu du rôle central qu'elles sont amenées à jouer. Il y a ainsi une volonté très claire de se rapprocher des partis islamistes en fonction de leur force politique.

Une troisième phase est en cours avec le redéploiement de l'action diplomatique après les premières élections. L'Espagne a été rapide à féliciter les partis gagnants : une réaction en « pleine normalité » selon les mots des diplomates espagnols, mais encore une fois pas avec les partis de l'opposition. L'attitude de l'Espagne est assez symbolique de la réaction de nombreux pays européens qui s'empresse de prendre contact avec les nouvelles élites.

En revanche, le jour de la chute de Ben Ali, pas un mot n'est prononcé en France jusqu'à 17h et la publication d'un communiqué utilisant une formule lapidaire : « La France prend acte ». Il faut attendre le 27 février 2011 pour que l'on dise qu'il faut renforcer l'Union pour la Méditerranée et ce n'est que le 28 février que la France déclare son soutien aux mouvements dans la Méditerranée. Ce retard sur la Tunisie est suivi d'un excès de zèle et d'un coup médiatique sur la Libye pour essayer de reprendre la main dans le monde arabe.

La peur de l'islamisme radical était très forte, cette peur étant notamment influencée par la guerre civile algérienne et ses répercussions en France avec une série d'attentats. Ensuite, les élites parisiennes étaient en contact avec les élites arabes qui croyaient que l'Etat allait reprendre contrôle de la situation.

L'un des problèmes spécifiquement français a ensuite été la centralisation présidentielle, par laquelle tout se cristallise autour de l'Elysée et par laquelle le Quai d'Orsay a été marginalisé. Ceci a limitée la capacité à recueillir des informations variées sur la situation. Une autre logique différente du cas espagnol a encore été le poids du colonialisme ultrasensible.

Les intervenants ont également pointé du doigt un élément idéologique présent en France et en Espagne, à savoir l'idéologie méditerranéenne de construire la Méditerranée pour détruire l'islamisme radical.

Chaire TOTAL de Politique étrangère de l'Union européenne



Toutes les élites occidentales sont tombées dans la séquence déjà décrite. Compte tenu de ces erreurs initiales qui ont poussé à sous estimer les mouvements qui débutaient, il y a eu pendant la conférence un consensus très clair sur l'idée qu'il est indispensable de cesser de donner des leçons de démocratie à des pays qui en ont assez. Il faut laisser le processus aller à son terme, afin que celui-ci soit de la responsabilité des forces en présence. En revanche, il est possible d'aider ces pays en matière d'ingénierie administrative à l'exemple de la transition espagnole, portugaise ou polonaise. Il est également possible d'aider dans le domaine économique, et cela est, de l'accord de tous, décisif. Les processus démocratiques ne peuvent réussir que si les gens récoltent les fruits de la révolution. Sinon, la révolution se retournera contre la démocratie.

Conclusions

La définition adoptée lors de la conférence, à savoir « l'ensemble des acteurs politiques revendiquant une légitimité, des références et un programme islamiques », permis de couvrir un champ politique assez large mais a en même temps mis en relief un certain nombre de difficultés.

Du point de vue du débat européen, l'utilisation du terme « islamisme » a le mérite d'attirer l'attention des différents acteurs sur l'usage excessif qu'ils peuvent en faire et les invite à creuser l'analyse. C'est tout l'enjeu d'une approche « externe-interne », à savoir interroger nos catégories et nos réflexes intellectuels en partant des symboles valables sur le terrain et des références qui sont pertinentes pour les acteurs locaux.

Des termes comme « islamiste » ont néanmoins un effet « diabolisant » vis-à-vis du discours d'une génération politique qui est plus complexe et dynamique que l'on peut penser. S'ils permettent d'identifier certains acteurs, ces termes n'apparaissent finalement plus d'un grand secours pour concevoir une politique étrangère équilibrée et en prise avec les subtilités des échiquiers politiques arabes. La recomposition actuelle des échiquiers politiques montre qu'il n'est pas très éclairant de mettre dans la même catégorie des parties comme le PJD et les salafistes en Egypte.

Au-delà de la question de la terminologie, la prise en compte équilibrée du fait religieux dans les pays arabes méditerranéens apparaît comme un élément déterminant qui devrait alimenter les réflexions européennes sur la modification des relations avec la zone. Selon certains intervenants, la conception d'une politique étrangère pour ces pays peut difficilement faire l'économie d'une attitude claire et raisonnable sur la place que la référence à l'Islam occupe dans le champ politique arabe. Le principal défi réside dans la complexité des différentes situations. De manière générale, il faut se pencher sur l'apparition de nouvelles entités et observer comment celles-ci passent l'épreuve du pouvoir. L'enjeu est pour les acteurs européens d'apprendre à mieux connaître ces mouvements, et notamment de comprendre leurs multiples dynamiques.



Chaire TOTAL de Politique étrangère de l'Union européenne



Certaines questions méritent dans ce contexte une très grande attention. Parmi celles-ci figurent la question des minorités, ainsi que celle de la réforme judiciaire. La justice est en effet au cœur des préoccupations.

Ensuite, tout laisse à penser qu'il faut donner du temps aux transitions en tenant compte de leurs circonstances et spécificités respectives. La priorité doit être l'engagement d'un dialogue sans préjugés avec les sociétés et donc également avec les acteurs de l'Islam politique (partis, syndicats, organisations religieuses, etc.). Il est possible d'écouter les opinions de tous ces acteurs dans des sociétés majoritairement musulmanes, sans pour autant les cautionner. De plus, tout en gardant un œil sur la diversification politique des pays du printemps arabes, il faut garder à l'esprit que les institutions militaires ont conservé un pouvoir très important dans plusieurs de ces pays.

Chaire TOTAL de Politique étrangère de l'Union européenne



PROGRAMME

09:00-09:30 Registration

OPENING SESSION

09:40-09:50 **Welcome**

Paul Demaret, Rector of the College of Europe

09:50-10:00 **Introduction: EU Foreign Policy and the Challenge of Difference**

Stephan Keukeleire, Chairholder, TOTAL Chair of EU Foreign Policy, College of Europe; Jean Monnet Chair, Leuven University

SESSION I – Political Islam in Contemporary Arab Societies / L'Islam politique dans les sociétés arabes contemporaines

Chair: Stephan Keukeleire, TOTAL Chair, College of Europe

10:00-10:25 **Challenges to Islamic Self-Understanding Today**

Emilio Platti, Professor Emeritus, KU Leuven, Belgium, IDEO, Cairo, Egypt

10:25-10:50 **L'Islamisme en Méditerranée : une matrice identitaire partagée, des expressions politiques plurielles**

François Burgat, Directeur, Institut Français du Proche Orient, Damas, Syrie.

10:50-11:15 **Questions**

11:15-11:30 *Coffee break*

SESSION II Part 1 – Political Islam and the Political Transitions in the Mediterranean / L'Islam politique et les transitions politiques en Méditerranée

Chair: Charles Thépaut, TOTAL Chair, College of Europe

11:30-11:55 **The Egyptian Debate on Democracy and Political Islam**

Amr El Shobaki, Member of the People's Assembly, Independent affiliated to Al Adl Party, Cairo, Egypt.

11:55-12:20 **Le rôle des syndicats et partis islamistes avant et après la révolution tunisienne**

Souad Abderrahim, Députée à l'Assemblée Constituante, Parti Ennahda, Tunis, Tunisie.

12:20-12:45 **Questions**

12:45-14:00 *Lunch*

Chaire TOTAL de Politique étrangère de l'Union européenne



SESSION II Part 2 – Political Islam and the Political Transitions in the Mediterranean / L'Islam politique et les transitions politiques en Méditerranée

Chair: Erwan Lannon, College of Europe; Faculty of Law, Ghent University

- 14:00-15:30** Mohamed Hachemaoui, Professeur, Université d'Alger, Algérie.
Salam Kawakibi, Directeur de Recherche, Initiative pour la Réforme Arabe, Paris, France.
Fouad Ammor, Professeur, Groupement d'Etudes et de Recherches sur la Méditerranée, Rabat, Maroc.
- 15:30-15:50** Questions
- 15:50-16:15** Coffee Break

SESSION III – The EU's and its Member States' Responses : How to Define a Balanced Approach ? / Les réponses de l'UE et de ses Etats Membres: comment définir une approche équilibrée ?

Chair: Erwan Lannon, College of Europe; Faculty of Law, Ghent University

- 16:15-17:15** Alexandre Zafiriou, European External Action Service, Brussels, Belgium.
Eduard Soler I Lecha, Research Fellow, CIDOB, Barcelona, Spain.
Jean François Daguzan, Maitre de recherche, Fondation pour la recherche stratégique, Paris, France.
- 17:15-17:35** Questions
- 17:35-18:00** Concluding remarks
Erwan Lannon, College of Europe, Faculty of Law, Ghent University
Stephan Keukeleire, TOTAL Chair, College of Europe
- 18:00** Closure of the conference
- 18:00-19:00** Reception

*All sessions will take place in Room E, College of Europe, Dijver 11, 8000 Bruges.
Lunch and reception will take place in Room A, College of Europe, Dijver 11, 8000 Bruges.*